

Se donner les moyens de peser sur la formation continue, et sur les métiers

Le SNES-FSU développe depuis longtemps des mandats sur la formation continue. Toutefois, les réformes incessantes de la formation des maîtres depuis 15 ans ont beaucoup mobilisé ses militants sur la seule entrée dans le métier, et le recul des instances de dialogue dans certains rectorat y ont peu à peu réduit les espaces d'intervention du SNES-FSU sur la formation initiale comme continue : il n'y a pratiquement nulle part de représentants des personnels de terrain dans les INSPE, bien souvent opérateurs de la formation continue ; les groupes de dialogue sur la formation continue ne sont pas partout systématiquement réunis ; les feuilles de route de la formation continue sont de moins en moins souvent discutées dans certains CTA ; etc.

Dans le même temps, le Grenelle, et ses premières déclinaisons, a montré la volonté de notre employeur de s'engager dans la transformation de nos métiers en s'appuyant sur la formation continue, dont les orientations sont pour le moment largement nourries par les retours des IPR après les rendez-vous de carrière. Le développement de la RH « de proximité », dont les acteurs acquièrent désormais des compétences managériales, peut favoriser une prescription de contenus de formation échappant aux IPR, et donc à l'ancrage disciplinaire ou aux spécificités professionnelles.

La mise en place des EAFC (Ecoles académiques de la Formation continue) offre à l'employeur des leviers puissants d'une formation continue au service de la transformation des métiers, articulant en cohérence la formation initiale (avec la mainmise de fait des rectorats sur les INSPE) et continue : le SNES-FSU doit s'en inquiéter, et se donner les moyens de créer des espaces de débats, de résistance et de contre-propositions, et y faire entendre la voix des personnels, notamment au sein des CAF (Conseils académiques de la Formation) récemment créés, et peser pour qu'ils soient un lieu de transparence des EAFC.

Notre corpus revendicatif sur la formation continue n'a pas nécessairement besoin d'être revu en profondeur : ses fondamentaux listés au Congrès de Toulouse en 2003, et largement repris au fil des congrès suivants, donnent des axes clairs, solides et pertinents. Il faut surtout sans délai travailler à dégager des espaces et des outils pour permettre à la profession de disposer d'outils efficaces pour peser sur les orientations de la Formation Initiale et Continue.

Cela passe pour nous par :

- un développement du réseau militant sur ces questions, et des choix d'organisations académiques sans doute à repenser, dans le fil des orientations du Congrès de Paris, aussi bien sur les enjeux de métiers que de syndicalisation.
- par le développement d'un réseau de militants académiques qui soient partout en capacité de relayer les analyses et propositions des groupes disciplinaires nationaux, tout en enrichissant la réflexion et l'expertise disciplinaire nationale : le secteur Contenu, qui œuvre déjà en ce sens, doit encore se développer dans cette perspective.
- par des liens renforcés entre le Secteur national Formation Initiale et Continue - Entrée dans le métier et les représentants en CAF ou EAFC, sur un modèle qui a fait ses preuves : une réunion S3/S4 par trimestre, une liste de diffusion, etc. qui permettront de renforcer le secteur sur ces enjeux et de l'enrichir des retours de terrain.

Pierre Priouret, S3 de Toulouse
Joanna Pfeiffer, S3 d'Orléans-Tours